

Service Prévention des Risques Environnementaux  
Secteur Industrie Agro-Alimentaire  
9, rue du sabot  
22 440 PLOUFRAGAN

Ploufragan, le 06/11/2025

## ***Rapport de l'Inspection des installations classées***

Visite d'inspection du 29/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SOCIETE DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC**

**SAS LCA – LE CLEZIO ABATTOIR /**

Le Moulin de Saint-Caradec  
22600 TREVE

Code AIOT : 0005521112 - 0005500481

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2025 de la station de traitement SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC connexe à l'abattoir SAS LCA implantée Le Moulin de Saint-Caradec à TREVE (22600). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre d'un contrôle inopiné réalisé en lien avec un laboratoire extérieur mandaté par la DDPP, en vue de prélèvements et de mesures des rejets aqueux de la station de traitement.

#### ***Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :***

- SOCIÉTÉ DE TRAITEMENT DES EAUX DU MOULIN DE ST-CARADEC – Abattoir SAS LCA
- Le Moulin de Saint-Caradec 22600 Trévé
- Code AIOT : 0005521112 - 0005500481
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec (STE) collecte et traite les eaux industrielles de l'abattoir Le Clezio Abattoir (LCA).

La station de traitement des eaux industrielles comprend :

- un prétraitement : dégrilleur vertical, poste de relevage, dégrilleur tambour rotosieve, un dégraisseur aéré;
- un bassin tampon aéré;
- un pré-traitement physico-chimique avec flotateur à eau et floculation par injection de polymères et coagulant (chlorure ferrique) ;
- un traitement biologique avec un bassin d'aération de 2 500 m<sup>3</sup> équipé d'aérateurs de surface (phases de nitrification et dénitrification);
- déphosphatation par injection de chlorure ferrique et clarification;
- un émissaire de rejet de la totalité des eaux traitées dans la rivière l'Oust;
- des installations de traitement des boues avec stockage des boues liquides dans un silo avant épandage à boues et épaissement des boues déshydratées (centrifugeuse) avant méthanisation.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2 Arrêté préfectoral du 22/12/1999, articles 2.2 et 2.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.1 Arrêté préfectoral du 22/12/1999, articles 5.1 et 5.2	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Rejet aqueux: Valeurs Limites d'Emission - VLE	Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle inopiné de la qualité des rejets aqueux dans l'Oust montre que les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Le contrôle de certains ouvrages et des abords de la station a néanmoins permis de constater que l'ensemble de l'installation n'est pas maintenu propre et entretenu en permanence.

La présence de nombreux déchets, de véhicules et d'engins non utilisés, des contenants vides, des matériaux vétustes et des équipements usagés entreposés dans de mauvaises conditions sur le site, montre que ces déchets ne sont pas enlevés régulièrement.

Par ailleurs, il était attendu une clarification de la situation administrative du site depuis l'arrêt du raccordement des effluents d'une installation classée, et de manière plus générale un état des lieux des rubriques ICPE du site. Ces données n'ont pas été communiquées au service d'inspection.

Ces non-conformités ont déjà fait l'objet de constats défavorables lors des précédents contrôles du service d'inspection en date du 12/12/2022 et du 10/04/2025.

En conséquence, un arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature du Préfet.

Il conviendra à l'exploitant d'apporter un plan d'actions aux différents constats énumérés ci-après, ainsi qu'aux différents demandes formulées dans les rapports précédents.

En parallèle de cette procédure, l'abattoir SAS LCA – LE CLEZIO ABATTOIR fait notamment l'objet deux deux arrêtés préfectoraux de mise en demeure concernant la défense incendie et l'absence de dépôt du dossier de réexamen et du rapport de base (arrêtés préfectoraux du 17/09/2025).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 1.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques ICPE			
<b>Prescription contrôlée :</b> La S.A LE CLEZIO est autorisée à exploiter, Moulin de St-Caradec, 22600 Trévé, une unité d'abattage de volailles dont la production annuelle (250 jours d'activité) sera de 44000 tonnes de carcasses soit 176 tonnes par jour en moyenne et 216 tonnes par jour en pointe.			
Liste des rubriques relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :			
<b>Rubrique Nomenclature actuelle</b>	<b>Situation actuelle</b>	<b>Capacité autorisée</b>	<b>Régime actuel</b>
2210	Abattage d'animaux	216 t/jour en pointe 176 t/jour en moyenne 44 000 t/an	A
3641*	Exploitation d'abattoirs	216 t/jour en pointe 176 t/jour en moyenne 44 000 t/an	A
2910-A-2	Combustion	4,48 MW	DC
4725-2	Oxygène	17 t	D
4718-2	Gaz inflammable liquéfié	34 t propane (59 m <sup>3</sup> )	D
1435	Station service	490 m <sup>3</sup> /an	NC
2921	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	2 x 330 kW	D
4130-2-b	Substances et mélanges liquide de toxicité aiguë catégorie 3	4,4 t	D
4330-2	Liquides inflammables de catégorie 1 (chlorure de didécyldiméthylammonium)	2 t	D
4802-2-a	Emploi de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n°842/2006 ou de substance qui appauvrit la couche d'ozone	1000 Kg (HCFC - R22)	DC
4735	Stockage et emploi d'ammoniac	149 kg	NC
Ce tableau des rubriques tient compte des évolutions de la réglementation et de l'information des services d'inspection d'installations nouvelles sur le site. *Rubrique IED			

- Classement de la station de traitement des eaux résiduaires :

<b>Rubrique</b>	<b>Activité / Substance</b>	<b>Capacité autorisée</b>	<b>Régime</b>
2750	Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation	/	A
3710	Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant des rubriques 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V	/	A

**Constats :**

• **Classement de la station de traitement des eaux résiduaires :**

La station d'épuration exploitée par STE - Société de Traitement des Eaux du Moulin de Saint-Caradec traite les eaux résiduaires industrielles de l'abattoir LCA (installation IED).

Auparavant et comme prescrit dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22/12/1999, la station d'épuration recevait et traitait également les effluents de l'installation classée IED voisine TDI - Trévé Dinde Industrie.

Il s'agissait donc d'une station d'épuration collective, car elle recevait des effluents, d'au moins deux entités ICPE différentes. Elle était donc soumise à la réglementation des ICPE et autorisée à la rubrique n°2750 "Station d'épuration collective d'eaux résiduaires industrielles en provenance d'au moins une installation classée soumise à autorisation".

Cette station collective recevant les effluents de deux installations IED, elle était également soumise à la rubrique n°3710 "Traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes relevant de la rubrique 2750 et qui sont rejetées par une ou plusieurs installations relevant de la section 8 du chapitre V du titre 1er du livre V."

Comme indiqué dans le rapport du 26/05/2025, depuis l'arrêt du raccordement et du traitement des eaux industrielles provenant de la société TDI, la station est considérée comme connexe à l'abattoir et son activité est indissociable de l'activité d'abattage.

A date, la station d'épuration n'est plus visée par les rubriques n°2750 et 3710 de la nomenclature ICPE.

Son fonctionnement est par conséquent réglementé par les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 22 décembre 1999 modifié de l'abattoir LE CLEZIO.

• **Liste des rubriques de la nomenclature ICPE :**

Les rubriques de la nomenclature ICPE ne sont pas à jour dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.

Dans le dernier rapport d'inspection du 26/05/2025, il vous était demandé de clarifier la situation administrative et de manière plus globale des différentes sociétés qui composent la holding LCI (Le Clezio Industrie).

Il était également attendu de la part de l'exploitant une vérification et une actualisation de l'ensemble des rubriques ICPE du site au regard de l'évolution de la nomenclature ICPE, ainsi qu'une vérification des prescriptions de l'arrêté préfectoral en vigueur applicable au site, afin d'actualiser l'arrêté préfectoral d'autorisation et de mettre à jour les bases de données du ministère en charge de l'écologie.

***Il s'avère qu'aucun élément n'a été transmis au service d'inspection dans les délais demandés.***

Je vous rappelle que l'article R.181-46-II, que « <i>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article <a href="#">L. 181-1</a> inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</i> »
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Entretien de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 2.2 Arrêté préfectoral du 22/12/1999, articles 2.2 et 2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien du site, des abords et des ouvrages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>- <u>Article 2.2 de l'arrêté ministériel du 31/03/2025</u> : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p> <p>- <u>Article 2.2 de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999</u> : « Les équipements, notamment ceux concourant à la protection de l'environnement, qui sont susceptibles de créer des pollutions et des nuisances doivent être entretenus régulièrement. L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, et d'éléments d'équipements utilisés de manière courante ou occasionnellement pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs produits absorbants, etc. »</p> <p>- <u>Article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999</u> : « L'exploitant tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant, et notamment autour des émissaires de rejets (plantation, engazonnement, etc). »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les abords de l'installation de traitement des eaux usées ne sont pas en bon état de propreté et en mauvais état d'entretien. Des ouvrages et des équipements de pré-traitement et de traitement des eaux résiduaires industrielles observés le jour du contrôle ne sont pas propres. Il est notamment constaté la présence de nombreux matériaux, équipements entreposés dans de mauvaises conditions ci-et-là aux abords des ouvrages d'épuration. La présence d'une végétation, dense par endroit, reflète d'un mauvais état d'entretien des abords et des installations du site.</p> <p>Les constats visuels suivants ont été réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Cour intérieure du site:</u> Des véhicules (camions, tracteurs routiers avec semi-remorques), des conteneurs de transport de volailles et différents matériaux sont entreposés sur le site.</li> </ul>

L'exploitant déclare que ces véhicules ont été vendus mais qu'ils n'ont pas été récupérés par l'acheteur, au regard des modalités de paiement.

- Abords du silo à boues et bassin tampon:
  - présence de végétation (adventices, saules) le long des ouvrages et dans les ouvrages de stockage;
  - présence de bacs de sous-produits d'abattage entreposés proche du silo;
  - présence d'une benne de tri remplie de ferrailles;
  - écoulement d'eau d'un silo, sans en connaître l'origine.
- Abords et derrière le bassin d'aération, le clarificateur et aux abords de clôture longeant le cours d'eau l'Oust:
  - présence de végétation entre le bassin d'aération et la clôture du site non maîtrisée;
  - même constat entre le bassin d'aération et le clarificateur;
  - présence de différents matériaux et contenants usagés (bacs plastiques alimentaires, palettes de stockage en plastique et en bois, bidons de produits de nettoyage/désinfection vides, IBC- GRV, citernes de stockage en PEHD, ferrailles, gravats, briques de cloison, ...).
  - présence d'une tonne à lisier parquée le long de la clôture;
  - présence d'un pont brosse, de différents matériaux entreposés également le long de la clôture à proximité d'un arbre déraciné.
- Abords d'un local de maintenance:

Le jour du contrôle un opérateur réparait des conteneurs de transport de volailles.

À l'arrière et le long de ce bâtiment, il est constaté:

- une végétation importante non maîtrisée et la présence de matériaux divers non correctement triés et stockés;
  - des bidons contenant de l'huile hydraulique et des produits de nettoyage/désinfection non placés sur rétention.
- Autres ouvrages de la station d'épuration: poste de relevage, dégrilleur, tamis rotatif, dégraisseur, local sous tamis rotatif:
    - de manière générale, constat d'un mauvais état d'entretien et de propreté des structures des ouvrages, des canalisations et des sols;
    - poste de dégraissage: présence de graisses au sol, signe d'un débordement du dégraisseur;
    - canalisation devant le local sous tamis rotatif en mauvais état d'entretien.
  - Zone située entre le local physico-chimique et le réservoir de stockage de gaz:
    - revêtement au sol dégradé;
    - présence d'eau stagnante au niveau d'un regard bouché, de couleur anormale et irisée;
    - clôture grillagée endommagée non sécurisée;
    - présence de végétation non maîtrisée;
    - eau du cours d'eau l'Oust longeant cette zone de couleur anormale;
    - les extincteurs ne sont pas disposés judicieusement pour permettre leur utilisation en cas d'incendie.
  - Aire d'implantation de la réserve de gaz:
    - aire en très mauvais état d'entretien et de propreté avec la présence de végétation (arbustes, adventices, ...) non contrôlée. Sur ce point, l'exploitant a indiqué au service d'inspection qu'un contrôle périodique de l'installation est réalisé régulièrement.

- Accès au point et émissaire des rejets aqueux dans l'Oust et à une écluse:
  - accès non sécurisé et non entretenu;
  - présence d'une passerelle en bois très dégradée;
  - végétation envahissante non entretenue.

Plusieurs de ces constats ont déjà été effectués lors des précédentes visites d'inspection.

En conclusion, l'ensemble de l'installation, les ouvrages et bâtiments observés ne sont pas maintenus propres et régulièrement nettoyés de manière à éviter les risques de pollution accidentelles de l'air, des eaux ou des sols et de limiter les risques de nuisances.

Ce manque d'entretien régulier ne permet pas d'éviter des amas de matières combustibles et de maîtriser complètement les risques de départ et de propagation d'incendies.

Enfin l'absence d'entretien régulier de l'installation et de ses abords présente un risque d'introduction, de pullulation de nuisibles et ne permette pas d'en assurer leur destruction.

***Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :***

L'exploitant devra:

- s'assurer dans les meilleurs délais de la réalisation d'un entretien et d'un nettoyage de l'installation et des équipements de pré-traitement et de traitement des eaux usées de l'abattoir LCA, ainsi que l'ensemble des abords du site, dont la zone entre le local physico-chimique et la réserve de gaz ;
- s'assurer du bon état et justifier de l'étanchéité de la zone et des canalisations situées entre le local physico-chimique et l'aire d'implantation de la réserve de gaz ;
- sécuriser l'accès au point de rejet des eaux traitées dans l'Oust et à l'écluse;
- sécuriser la clôture à proximité du local physico-chimique ;
- placer judicieusement les extincteurs pour permettre leur utilisation en cas de sinistre, en lien avec les préconisations du SDIS ;
- communiquer au service d'inspection la capacité de la réserve de gaz, son classement au titre des ICPE le cas échéant, et les deux derniers comptes-rendu de contrôle périodique de cette réserve de gaz ;
- transmettre la procédure en cas d'inondation de la zone entre le local physico-chimique et la réserve de gaz.

L'exploitant devra s'assurer et garantir que l'ensemble de l'installation soit maintenu propre et entretenu en permanence.

***Type de suites proposées :*** Avec suites

***Proposition de suites :*** Mise en demeure, respect de prescription

***Proposition de délais :*** 2 mois

**N° 3 : Gestion des déchets**

***Référence réglementaire :*** Arrêté Ministériel du 31/03/2025, article 8.1  
Arrêté préfectoral du 22/12/1999, articles 5.1 et 5.2

***Thème(s) :*** Risques chroniques, Gestion des déchets

***Prescription contrôlée :***

- Article 8.1 de l'arrêté ministériel du 31/03/2025 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires, dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour assurer une bonne gestion des déchets produits. A cette fin, il met en œuvre successivement les dispositions suivantes :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;



- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

Les déchets produits par l'installation sont entreposés dans des conditions prévenant toute dégradation qui remettrait en cause leur valorisation ou élimination appropriée.

L'exploitant conserve l'attestation mentionnée à l'article D. 543-284 du code de l'environnement ou la preuve de la valorisation de ces déchets par lui-même ou par une installation de valorisation à laquelle il a confié directement ses déchets. Les déchets dangereux font l'objet de bordereaux de suivi qui sont conservés.

Le brûlage des déchets liquides, solides et gazeux est interdit sur le site.

**- Article 5.1. de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999 :**

« L'exploitant doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ces installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet.

Les déchets sont évacués régulièrement par une entreprise déclarée tel que le prévoit le décret n°98-679 du 30 juillet 1998. [...]

Pour chaque catégorie de déchets, l'exploitant doit respecter le niveau de traitement ou d'élimination fixé dans la partie déchet de l'étude d'impact. Tout changement significatif de niveau doit être porté à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

L'inventaire des déchets, tel que présenté dans l'étude d'impact, sera actualisé, passée la phase de démarrage des activités. Cette révision sera communiquée à l'inspecteur des installations classées dans un délai maximal de deux ans à compter de la mise en service de l'installation.

L'exploitant établit une procédure écrite relative à la collecte et à l'élimination des différents déchets générés par les installations. Cette procédure régulièrement mise à jour est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. »

**- Article 5.2. de l'arrêté préfectoral du 22/12/1999 :**

« Dans l'attente de leur élimination finale, les déchets sont stockés dans des conditions assurant toute sécurité et ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol,...).

Pour les déchets spéciaux, les stockages temporaires avant recyclage ou élimination doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et être protégés des eaux météoriques ».

**Constats :**

Les observations formulées dans la fiche de constat n° 2 montrent que de nombreux déchets, des véhicules et engins non utilisés, des contenants vides, des matériaux vétustes et des équipements usagés ne sont pas enlevés régulièrement par une entreprise déclarée, et éliminée vers une filière de valorisation autorisée.

Ces déchets et les différents matériaux ne sont pas stockés, avant leur élimination finale, dans des conditions assurant toute sécurité et présente des risques de pollution (risque d'envols, infiltrations dans le sol, écoulement dans les eaux, ...).

Certains contenants (bidons) ne sont pas stockés sur des cuvettes de rétentions étanches et protégés des eaux météoriques.

Par ailleurs, les conditions d'entreposage et de stockage ne facilitent pas l'entretien et le

nettoyage appropriés des installations et des abords du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>mettre en place un tri, un recyclage et un enlèvement de l'ensemble des déchets, des véhicules et engins non utilisés, des contenants vides, des équipements, matériaux, vétustes, usagés et abandonnés sur le site, par des entreprises et des filières de valorisation déclarées;</li> </ul> <p>Les documents de traçabilité des enlèvements seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>entreposer de manière temporaire, les déchets dans des conditions prévenant toute dégradation de l'environnement, garantissant l'entretien des abords et des installations et leur élimination de manière appropriée.</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'exploitant devra :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>transmettre l'inventaire actualisé des déchets et des sous-produits générés sur le site et les filières de valorisation en lien avec l'étude d'impact;</li> <li>communiquer la procédure écrite relative à la collecte et à l'élimination des différents déchets générés par les installations;</li> <li>transmettre un plan de localisation des aménagements de stockage des déchets et des sous-produits animaux.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 4 : Rejet aqueux: Valeurs Limites d'Emission - VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/12/1999, article 4.3.2	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE	
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Caractéristiques imposées aux eaux résiduaires</u> : Modalités du rejet dans l'Oust au droit de l'abattoir	
Les eaux traitées en sortie de station biologique doivent répondre aux caractéristiques suivantes :	
PARAMÈTRES	VALEURS MAXIMALES
Volume/jour	600 m <sup>3</sup>
MES	18 kg/j
DBO5 (*)	9 kg/j
DCO (*)	30 kg/j
NGL	12 kg/j
Pt	1.2 kg/j

  

PARAMÈTRES	CONCENTRATION MAXIMALE DES EAUX TRAITÉES
MES	30 mg/l
DBO5 (*)	15 mg/l
DCO (*)	50 mg/l
NGL	20 mg/l
Pt	2 mg/l

- Point de rejet : point kilométrique 924.53
- Période de rejet : 7 jours/semaine
- pH compris entre 6,5 et 8,5
- Température inférieure ou égale à 22 °C
- en outre :
  - les eaux traitées sont débarrassées des matières flottantes.
  - l'épandage des eaux traitées et des boues ne doit pas porter atteinte directement ou indirectement, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures, à la qualité des sols et des milieux aquatiques.

#### **Constats :**

Un contrôle inopiné a été réalisé en lien avec un laboratoire extérieur, en vue de prélèvements et de mesures des rejets aqueux.

Ce contrôle portait sur la qualité du rejet des eaux industrielles résiduelles. Il avait pour objectif de vérifier le respect des prescriptions fixées à votre arrêté préfectoral d'autorisation.

À cette fin, un dispositif de prélèvement sur 24 heures a été mis en place par le laboratoire avant rejet vers le milieu naturel. Un échantillon représentatif de la période de rejet a ainsi été constitué. Une vérification des équipements d'autosurveillance du site a été effectuée le jour du contrôle.

Les conclusions du laboratoire prestataire sont les suivantes:

- *les mesures ont été réalisées lors d'une période représentative d'activité. Le débitmètre de l'industriel a mesuré 174 m<sup>3</sup>. On constate un léger écart entre les mesures réalisées par SGS et par le débitmètre du site."*
- *le fonctionnement des équipements est jugé satisfaisant.*

Les résultats observés et transmis en annexe au présent rapport sont conformes:

	<b>Rejet station dépuration Concentration</b>	<b>Arrêté préfectoral du 22/12/1999</b>	<b>Rejet station dépuration Flux</b>	<b>Arrêté préfectoral du 22/12/1999</b>
<b>Débit</b>	196,13 m <sup>3</sup> /j	600 m <sup>3</sup> /j	-	-
<b>pH sur échantillon moyen 24 heures</b>	7,5 u.pH	5,5 - 8,5 u.pH	-	-
<b>T° du pH échantillon moyen 24 heures</b>	3,0°C	-	-	-
<b>T° max enregistrée</b>	14,8 °C	22°C	-	-
<b>pH maximum</b>	7,4 u.pH	8,5 u.pH	-	-
<b>pH minimum</b>	7,2 u.pH	5,5, u.pH	-	-
<b>DCO</b>	40,0 mg/L	50 mg/L	7,8 kg/j	30 kg/j
<b>DBO5</b>	< 3 mg/L	15 mg/L	<588,4 kg/j	9 kg/j
<b>MES</b>	6 mg/L	30 mg/L	1,2 kg/j	18 kg/j
<b>Azote kjedahl (NTK)</b>	2,6 mg/L	-	509,9 g/j	-
<b>Nitrates</b>	1,88 mg(N)/L	-	-	-

	<b>Rejet station dépuración Concentration</b>	<b>Arrêté préfectoral du 22/12/1999</b>	<b>Rejet station dépuración Flux</b>	<b>Arrêté prefectoral du 22/12/1999</b>
<b>Nitrites</b>	0,005 mg(N)/L	-	-	-
<b>Azote global (NGL)</b>	4,5 mg/L	20 mg/L	882,6 g/j	12 kg/j
<b>Phosphore total</b>	1,03 mg/L	2 mg/L	202 g/j	1 kg/j
<b>Toluène</b>	<1,00 µg/L	74 µg/L*	< 196 mg/j	1000 mg/j
<p><i>*Arrêté ministériel du 31/03/25</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les concentrations respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral;</li> <li>les mesures de pH et température respectent les valeurs préconisées.</li> </ul> <p>Les eaux résiduaires rejetées dans le milieu naturel respectent les valeurs limites d'émissions prévues à l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>				
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite				